

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 29/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IRON MOUNTAIN FRANCE

6/12 Avenue Descartes
ZI Les sables
91420 Morangis

Code AIOT : 0006503233

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement IRON MOUNTAIN FRANCE implanté 44 rue des Osiers 78310 Coignières. L'inspection a été annoncée le 06/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IRON MOUNTAIN FRANCE
- 37-41 rue des Osiers pour les bâtiments 1 et 2, 33-35 rue des Osiers pour le bâtiment 3, 42-44 rue des Osiers pour les bâtiments 4, 5 et 6, 78310 Coignières
- Code AIOT : 0006503233
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est un centre de stockage d'archives au sein de plusieurs bâtiments, situé sur le territoire de la commune de Coignières. La présente inspection visait les bâtiments n° 1, 2, 3, 4, 5 et 6.

Les bâtiments 1, 2, 3 et 4 sont réglementés par l'arrêté préfectoral du 01/12/1988. Le bâtiment 5 est réglementé par l'arrêté préfectoral du 29/03/1988. Le bâtiment 6 est réglementé par l'arrêté préfectoral du 24/08/1990.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Bilan hors point de contrôle

L'inspection a constaté l'absence d'éclairage dans les allées des bâtiments 1 et 2 rendant tout déplacement difficile, notamment en cas d'alarme incendie.

Demande d'action corrective (délai : 1 mois)

L'exploitant doit, dans un délai d'un mois, s'assurer que le personnel peut se déplacer en toute sécurité dans les allées des bâtiments I et II, notamment en cas d'alarme incendie.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositif de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/12/1988, article 7-7 Arrêté Préfectoral du 29/03/1988, article 7-4-5 Arrêté Préfectoral du 24/08/1990, article VII-4-5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Protection contre un incendie éventuel du dépôt pétrolier voisin	Arrêté Préfectoral du 01/12/1988, article 7-8	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Vérification dispositifs de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/12/1988, articles 7-1, 7-6, 7-7 Arrêté Préfectoral du 29/03/1988, articles 7-1, 7-4-4, 7-4-6 Arrêté Préfectoral du 24/08/1990, articles VII-1, VII-4-4, VII-4-6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Situation administrative	Code de l'environnement, article R.511-9, Arrêté Préfectoral du 14/02/1996, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Voie engins	Arrêté Préfectoral du 01/12/1988, article 7, point 7-2	Demande d'action corrective	15 jours
6	Accessibilité du site	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 3.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit se repositionner sur la situation administrative des installations au regard de l'évolution de la nomenclature ICPE.

L'inspection a constaté un suivi des vérifications périodiques des dispositifs de lutte contre l'incendie satisfaisant et globalement des actions correctives réalisées assez rapidement.

Cependant, l'exploitant doit rapidement mettre à niveau le bâtiment 3 concernant les extincteurs et les bâtiments 4, 5 et 6 concernant les RIA et la détection incendie.

L'exploitant doit également rétablir un minimum d'éclairage dans les allées des bâtiments 1 et 2 afin que le personnel puisse circuler en toute sécurité et évacuer si besoin.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositif de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/1988, article 7-7
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Prescription contrôlée : (Bâtiments 1-2-3-4) Arrêté Préfectoral du 01/12/1988, article 7-7 : Le dispositif de lutte contre l'incendie comprend au minimum : 1) Un réseau d'eau public ou privé alimentant 3 bouches ou poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau est capable de fournir : <ul style="list-style-type: none">- le débit nécessaire pour alimenter dès le début de l'incendie les robinets d'incendie armés répartis dans les entrepôts, à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances à moins de 10 mètres l'une de l'autre. Ils sont protégés du gel ;- le débit nécessaire pour alimenter les rampes de protection incendie installées sur les façades Sud-Est des entrepôts I, II et III. [...] Ce matériel est entretenu en bon état de fonctionnement et vérifié annuellement par un organisme agréé. (bâtiment 5) Arrêté préfectoral du 29/03/1988, article 7-4-5 : L'exploitant dispose d'un réseau d'eau public, alimentant 3 poteaux d'incendie de 100mm normalisés d'un modèle incongelable piqués directement sans passage par by-pass sur une canalisation assurant un débit de 3000 litres par minute, et placés à moins de 100 mètres de l'entrepôt. Ce réseau est capable de fournir : <ul style="list-style-type: none">- le débit nécessaire pour alimenter, dès le début de l'incendie au moins 4 R.I.A. simultanément, puis ;- le débit nécessaire pour alimenter à raison de 60 m3/ heure chacun, les trois poteaux d'incendie. Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps où tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des Sapeurs-Pompiers. (bâtiment 6) Arrêté préfectoral du 24/08/1990, article VII-4-5 : L'exploitant dispose d'un réseau d'eau public, alimentant 3 poteaux d'incendie de 100 mm normalisés d'un modèle incongelable, piqués directement sans passage par by-pass sur une canalisation assurant un débit de 3000 litres par minute, et placés à moins de 100 mètres des entrepôts. Ce réseau est capable de fournir : <ul style="list-style-type: none">- Le débit nécessaire pour alimenter, dès le début de l'incendie au moins 4 R.I.A simultanément, puis ;- le débit nécessaire pour alimenter à raison de 60 m3/h chacun, les trois poteaux incendie. Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des sapeurs-pompiers.

Constats :

L'exploitant a indiqué à l'inspection que les poteaux incendie étant à la copropriété, les tests sont commandés par Foncia le gestionnaire de la copropriété.

L'inspection a pu consulter le rapport de contrôle des poteaux incendie pour 2023. L'exploitant a transmis à l'inspection pendant l'inspection le rapport de contrôle 2024 mais celui-ci ne comporte que deux poteaux incendie. L'exploitant étant en attente du rapport de contrôle 2025, il n'a pas pu le présenter à l'inspection.

L'inspection a constaté que le rapport de 2023 indique un débit individuel disponible par poteau largement supérieur à 60 m³/h. Cependant, aucun test en simultané n'a été réalisé.

L'exploitant doit vérifier que le débit nécessaire pour l'extinction incendie est disponible en permanence sur les poteaux, avec vérification du débit simultané disponible au moins par groupe de 2 poteaux .

Concernant la vérification des extincteurs et du système d'extinction incendie, ces points sont abordés dans des fiches de constat suivantes.

Conclusion : Proposition : demande de justificatif (délai : 3 mois)

L'exploitant doit transmettre à l'inspection le rapport de contrôle des poteaux incendie pour l'année 2025 et justifier que le débit nécessaire pour l'extinction incendie est disponible soit par un poteau soit par plusieurs poteaux en simultané (par groupe de 2).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Protection contre un incendie éventuel du dépôt pétrolier voisin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/1988, article 7-8

Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie

Prescription contrôlée :

Les entrepôts Archives I, II et III sont équipés de rideaux d'eau installés sur les façades Sud-Est. Les rampes d'arrosage sont alimentées par une canalisation d'alimentation principale d'un débit minimal de 3000 litres par minute. Chaque rampe est équipée de tuyaux d'alimentation et de distribution d'un diamètre intérieur de 100 mm minimum. Une vanne de contrôle est placée à la partie la plus basse des tuyaux d'alimentation. Chaque rampe est munie de têtes d'extincteurs placées à moins de 2 mètres l'une de l'autre en rangée horizontale, et ne doit pas comporter plus de soixante-douze têtes par vanne de contrôle. Il doit exister deux raccords de 50 millimètres sur un tuyau de 100 mm, afin de permettre aux Compagnies de Sapeurs-Pompiers de brancher leurs pompes pour alimenter l'installation en cas de besoin, et la position de ces raccords doit être visiblement indiquée sur une plaque fixée au mur.

Cette installation doit faire l'objet d'un contrôle et d'un essai semestriellement.

Constats :

L'exploitant a indiqué que les tests des rideaux d'eau étaient réalisés par la société Raffinerie du Midi toutes les semaines sans la présence d'Iron Mountain et qu'il ne disposait pas des rapports de vérification.

<p>.L'inspection indique à l'exploitant qu'il est en partie responsable du bon fonctionnement des rideaux d'eau car ceux-ci sont installés sur son installation et encadrés par les prescriptions de l'arrêté qui s'impose à lui (et non au dépôt pétrolier).</p> <p>L'inspection rappelle que l'exploitant du dépôt pétrolier le plus proche de ces façades, TRAPIL, ne sera pas en mesure de commander des réparations pour Iron Moutain si cela est nécessaire en l'absence de convention ou d'accord entre les deux sociétés.</p> <p>L'exploitant doit être en capacité de fournir les rapports de vérification des rideaux d'eau, lesquelles doivent être réalisées au moins semestriellement, éventuellement en lien avec l'exploitant du dépôt pétrolier TRAPIL.</p> <p>L'inspection invite l'exploitant à se rapprocher de TRAPIL afin d'établir une convention définissant les responsabilités respectives de chacun relatives aux rideaux implantés sur la façade des bâtiments IRON MOUNTAIN.</p> <p>Conclusion :</p> <p>Proposition : demande de justificatif (délai : 2 mois)</p> <p>L'exploitant doit fournir les rapports d'essais des rideaux d'eau justifiant de leur réalisation pendant le premier et deuxième semestre 2025.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Vérification dispositifs de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/1988, article 7-1
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification
<p>Prescription contrôlée : (bâtiments 1, 2, 3 et 4) Arrêté Préfectoral du 01/12/1988 Article 7-1 : [...] L'ensemble des dispositifs de lutte contre l'incendie devra être maintenu en bon état de service et régulièrement vérifié par du personnel compétent. [...]</p> <p>Article 7-6 : Afin de prévenir la propagation d'un incendie, les entrepôts sont équipés de détecteurs incendie, couplés à un système d'alarme optique et sonore.</p> <p>Cette surveillance est assurée jour et nuit, par un réseau de détection contre l'incendie, relayé par un boîtier d'appel automatique, qui informe l'agent responsable.</p> <p>Article 7-7 : Le dispositif de lutte contre l'incendie comprend au minimum : 1) Un réseau d'eau public ou privé alimentant 3 bouches ou poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau est capable de fournir : - le débit nécessaire pour alimenter dès le début de l'incendie les robinets d'incendie armés répartis dans les entrepôts, à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer</p>

puisse être attaqué simultanément par 2 lances à moins de 10 mètres l'une de l'autre. Ils sont protégés du gel ;

- le débit nécessaire pour alimenter les rampes de protection incendie installées sur les façades Sud-Est des entrepôts I, II et III.

2) Des **extincteurs** répartis à l'intérieur des locaux à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles.

3) Un dispositif **d'extinction automatique par gaz inerte** dans les locaux de stockage de bandes et supports magnétiques.

Ce matériel est entretenu en bon état de fonctionnement et vérifié annuellement par un organisme agréé.

(bâtiment 5)

Arrêté préfectoral du 29/03/1988

Article 7-1 :

[...]

L'ensemble des dispositifs de lutte contre l'incendie devra être maintenu en bon état de service et régulièrement vérifié par du personnel compétent.

[...]

Article 7-4-4 :

La détection automatique est assurée par une série de détecteurs ioniques judicieusement répartis sur chaque palier de l'entrepôt et dans les locaux de stockages des bandes magnétiques.

Les alarmes sont centralisées pour l'exploitation immédiate des informations, puis reportées à distance dans le bureau du responsable d'exploitation.

Durant les heures de fermeture du dépôt, l'alarme du système de détection, relayée par un boîtier d'appel téléphonique informe un responsable qui fera appel aux Sapeurs-Pompiers.

Article 7-4-6 :

Les moyens de lutte conformes aux normes en vigueur comportent au moins :

- 20 robinets d'incendie armés (R.I.A), répartis dans l'entrepôt et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances à moins de 10 mètres l'une de l'autre. Ils sont protégés du gel.
- 20 extincteurs à poudre polyvalente ABC de 6 kg ;
- 4 extincteurs à CO2 de 6 kg ;
- 2 extincteurs sur roues à poudre polyvalente ABC de 55 litres.

(bâtiment 6)

Arrêté préfectoral du 24/08/1990

Article VII-I

[...]

L'ensemble des dispositifs de lutte contre l'incendie doit être maintenu en bon état de service et régulièrement vérifié par du personnel compétent.

[...]

Article VII-4-4

La détection automatique est assurée par une série de détecteurs ioniques judicieusement répartis sur chaque palier de l'entrepôt.

Les alarmes sont centralisées pour l'exploitation immédiate des informations, dans le bureau du responsable d'exploitation.

Durant les heures de fermeture du dépôt, l'alarme du système de détection, relayée par un boîtier d'appel téléphonique informe un responsable qui fera appel aux Sapeurs-Pompiers.

Article VII-4-6

Les moyens de lutte, conformes aux normes en vigueur comportent au moins :

- 36 robinets d'incendie armés (R.I.A) répartis dans l'entrepôt et situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances à moins de 10 mètres l'une de l'autre. Ils sont protégés du gel ;
- 20 extincteurs à poudre polyvalente ABC de 6 kg ;
- 6 extincteurs à CO2 de 6 kg ;
- 2 extincteurs sur routes à poudre polyvalente ABC de 55 litres.

Constats :

L'exploitant a indiqué avoir un contrat avec la société CBRE pour la planification et le suivi de la maintenance incendie depuis 2022.

L'exploitant a indiqué avoir une détection par aspiration sur l'ensemble des bâtiments 1, 2, 3, 4, 5 et 6.

L'inspection a pu consulter les rapports de vérification des dispositifs suivants :

- Détection incendie :

Bâtiment 1 et 2 : vérification effectuée le 22/09/2025 par la société Cemis. Le rapport de vérification indique que 6 détecteurs ont été testés et 1 non testé. L'exploitant a indiqué à l'inspection que ce détecteur non testé se situe dans un local condamné à cause de l'amiante (local collé au bâtiment 1 et 2).

Le rapport de vérification indique que des batteries sont à remplacer. L'exploitant indique qu'il s'agit des batteries des éclairages de sécurité et que cela n'a pas encore été réalisé car cela sera fait lors du prochain contrôle semestriel programmé le 2 février 2026. L'exploitant indique que cela est prévu ainsi dans le contrat de maintenance.

L'exploitant indique qu'un défaut est apparu sur la centrale incendie et qu'une intervention a été demandée.

Bâtiment 3 : vérification effectuée le 22/09/2025 par la société Cemis. Le rapport de vérification indique que des batteries sont à remplacer. L'exploitant indique qu'il s'agit des batteries des éclairages de sécurité et que cela n'a pas encore été réalisé car cela sera fait lors du prochain contrôle semestriel programmé le 2 février 2026. L'exploitant indique que cela est prévu ainsi dans le contrat de maintenance.

Bâtiments 4, 5 et 6 : vérification effectuée le 16/09/2025 par la société Cemis. Le rapport de vérification indique que des batteries sont à remplacer. L'exploitant indique qu'il s'agit des batteries des éclairages de sécurité et que cela n'a pas encore été réalisé car cela sera fait lors du prochain contrôle semestriel. L'exploitant indique que cela est prévu ainsi dans le contrat de maintenance.

Le rapport de vérification indique également que 58 déclencheurs manuels doivent être ajoutés notamment dans les escaliers, qu'une intervention sur le mistral n°2 (détecteur de fumée par aspiration) doit être réalisée et que 5 flashes doivent être ajoutés dans les sanitaires.

L'exploitant indique avoir reçus deux devis le 12 décembre 2025 mais comme le montant est important il faut que cela soit décidé à un niveau hiérarchique plus élevé dans l'entreprise.

- Extincteurs :

Bâtiments 1 et 2 : vérification effectuée le 20/02/2025 par la société Eurofeu. L'inspection a constaté dans le rapport qu'un certain nombre d'extincteurs est à remplacer. L'inspection a pu consulter le rapport d'intervention de la société Eurofeu pour le remplacement des extincteurs le 15 avril 2025.

L'inspection a constaté sur site par sondage le bon remplacement des extincteurs.

Bâtiment 3 : vérification effectuée le 21 février 2025 par la société Eurofeu. L'inspection a constaté dans le rapport qu'un nombre important d'extincteurs sont à remplacer. La société CBRE indique à l'inspection que le devis pour leur remplacement a été refusé par Iron Mountain. En effet, l'exploitant indique que, ne sachant pas ce que le bâtiment allait devenir (choix de stratégie d'entreprise), il n'a pas poursuivi la mise en conformité et les investissements.

Bâtiment 4, 5 et 6 : vérification effectuée le 21/02/2025 par la société Eurofeu. L'inspection a constaté dans le rapport de vérification qu'un certain nombre d'extincteurs est à remplacer. L'inspection a pu consulter le rapport d'intervention de remplacement des extincteurs le 11 et 14 avril 2025.

- Robinets d'incendie armés (RIA) :

Bâtiments 1 et 2 : vérification effectuée par la société Eurofeu le 21/02/2025. L'inspection a constaté dans le rapport que plusieurs RIA sont hors service. L'inspection a pu consulter le rapport d'intervention de réparation des RIA par la société Eurofeu le 27/08/2025. L'inspection a constaté sur site que les RIA ont bien été réparés et, par un test réel, que l'un d'eux est bien fonctionnel.

Bâtiment 3 : vérification effectuée par la société Eurofeu le 21/02/2025. L'inspection a constaté dans le rapport que plusieurs RIA sont hors service. L'inspection a pu consulter le rapport d'intervention de réparation des RIA par la société Eurofeu le 27/08/2025. L'inspection a constaté sur site par sondage que les RIA ont bien été réparés.

Bâtiments 4, 5 et 6 : vérification effectuée par la société Eurofeu le 21/02/2025. L'inspection a constaté dans le rapport qu'un très grand nombre de RIA est à réparer. L'exploitant indique que ces RIA n'ont pas été réparés et que cela est planifié le 6 janvier 2026. L'exploitant a indiqué avoir reçu le devis le 30 juin 2025 et transmis le bon de commande en septembre.

L'inspection indique à l'exploitant que le délai de réparation est trop important pour des équipements importants pour la défense incendie de l'installation.

La société CBRE indique résilier le contrat en cours à cause de ces délais trop longs et avoir changé de prestataire.

- Système d'extinction à gaz inerte :

L'exploitant a indiqué que ce système d'extinction n'est présent que dans le bâtiment 5 car les bandes et supports magnétiques sont stockés dans ce bâtiment. L'inspection a pu consulter le dernier rapport de vérification en date du 15 septembre 2025 et effectuée par la société CEMIS. L'inspection constate que le même constat concernant des batteries à remplacer. L'exploitant indique que cela sera fait lors du prochain contrôle au premier semestre 2026.

Conclusion :

Proposition : demande d'action corrective, demande de justificatifs (délai : 3 mois)

L'exploitant doit :

- s'assurer que les batteries à remplacer dans les bâtiments 1, 2, 3, 4, 5 et 6 ont bien été remplacées et transmettre les justificatifs adaptés à l'inspection.
- s'assurer que le défaut de la centrale incendie des bâtiments 1 et 2 a bien levé et transmettre le justificatif adapté à l'inspection.
- réaliser les travaux correspondants à la mise en conformité de la détection incendie des bâtiments 4, 5 et 6 et transmettre les justificatifs adaptés à l'inspection.
- s'assurer que les extincteurs du bâtiment 3 devant être remplacés ont bien été remplacés et transmettre le justificatif adapté à l'inspection.
- s'assurer que les RIA défectueux des bâtiments 4, 5 et 6 ont bien été réparés et transmettre le

justificatif adapté à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.511-9, arrêté préfectoral du 14/02/1996, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R. 511-9 du code de l'environnement :</p> <p>La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement :</p> <p><u>Rubrique 1510</u> : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39. a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement (A) 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : <ol style="list-style-type: none"> a) Supérieur ou égal à 900 000 m³ (A) b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³ (E) c) Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³ (DC) <p>Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes. »</p> <p><u>Rubrique 1530</u> : Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public.</p> <p>« Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieur à 20 000 m³ (E) 2. Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³ (DC) » <p>A : autorisation, E : enregistrement, DC : déclaration avec contrôle périodique</p> <p>Arrêté préfectoral du 14/02/1996 :</p> <p>Article 2 :</p> <p>En application du décret du 20 mai 1953 modifié, constituant la nomenclature des installations classées, le classement de ladite société s'établit ainsi à la date du présent arrêté :</p>

<p>Activités soumises à autorisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts, le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m³ – n°1510-1 (archives V 57 734 m³, archives I et II 81 029 m³, archives III 19 300 m³, archives IV 50 647 m³ et archives VI 61 265 m³) <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>A ce jour, la situation administrative connue des installations des bâtiments 1-2, 3, 4-5-6 est celle actée par arrêté du 14 février 1996, c'est-à-dire le régime (et la procédure) d'autorisation au titre de la rubrique 1510, pour une capacité totale de 269 975 m³.</p> <p>Or la nomenclature ICPE a été mise à jour en 2021, notamment la rubrique 1510. Cette évolution doit être prise en compte par l'exploitant qui ne s'est pas repositionné sur son classement ICPE.</p> <p>L'inspection indique à l'exploitant la nécessité de se repositionner sur le classement ICPE du site, en appliquant le guide d'application de la rubrique 1510), et au regard de la rubrique 1530 le cas échéant.</p> <p>Guide 1510 : https://aida.ineris.fr/sites/default/files/guides/Guide%20AM_juin2024.pdf</p> <p>L'exploitant indique avoir un nouveau projet de stockage pour le bâtiment 3 : stockage de mobilier à la place des archives.</p> <p>Conclusion :</p> <p>Proposition : demande de justificatif (délai : 3 mois)</p> <p>L'exploitant doit se repositionner sur son classement ICPE à la suite de l'évolution de la nomenclature ICPE notamment sur les rubriques 1510 et 1530.</p> <p>L'exploitant doit porter à la connaissance du Préfet toute modification de son installation avant la réalisation de celle-ci.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Voie engins

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/1988, article 7, point 7-2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Voie engins</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie d'accès de 3,50 mètres de largeur et de 3,50 mètres de hauteur libre est maintenue dégagée pour la circulation sur le demi-périmètre au moins des entrepôts Archives I, II, III et IV.</p> <p>A l'extrémité de la partie en cul de sac, une aire de retournement est aménagée afin de permettre les demi-tours et croisements des engins des Sapeurs-Pompiers.</p> <p>A partir de cette voie, un chemin stabilisé de 1,50 mètre de large au minimum permet d'accéder à toutes les issues des entrepôts.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté le jour de l'inspection, un camion garé devant un panneau d'interdiction de stationner apposé sur le bâtiment 1-2.</p> <p>L'inspection a également constaté la présence d'une benne de déchets de papier sur la voie devant l'accès des services de secours du bâtiment 3.</p> <p>Conclusion :</p> <p>Proposition : demande d'action corrective (délai : 15 jours)</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que la voie d'accès pour les services de secours est en permanence dégagée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Accessibilité du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité du site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir l'accès dégagé en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.</p> <p>L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les accès à la parcelle des bâtiments 1, 2 et 3 ne sont pas conçus pour être ouverts immédiatement par les services de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fermeture par une chaîne et un cadenas pour le premier accès ; - pour le deuxième accès, fermeture par une chaîne et un cadenas et présence d'une benne à déchets sur la voie devant l'accès. <p>Conclusion :</p> <p>Proposition : demande d'action corrective (délai : 3 mois)</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que l'accès au site peut être immédiatement ouvert sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

